

MOSSORO TI KODRO

Vous accompagnez dans la lutte contre le coronavirus

Hebdomadaire d'informations, d'analyses économiques et financières, de l'environnement - HCCT n° 001/17/HCCT/P/CPML
 Promotion de l'entrepreneuriat, de l'éducation financière, des Acteurs du développement
 N° 94 du 25 juin 2020 - Tel : 236 75 04 55 04 / 72 36 36 77 - Mail : asso.alterdeg@gmail.com

On emprunte pour investir On rembourse par la production

TABLEAU DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL OIGNON SUR 1 HA					
Equipement/Outils	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Prix total cycle 1	PRIX TOTAL CYCLE 2
Machettes	Valeurs amorties	10	1 250	12 500	12 500
Arrosoir		1	2 500	2 500	2 500
Brouette		2	4 280	8 560	8 560
Pousse-pousse		2	12 000	24 000	2 000
Pulvérisateur		1	13 000	13 000	13 000
Construction entrepôt (F/M2)		20	2 500	50 000	50 000
Dabas		10	625	6 250	6 250
Limes		3	1 500	4 500	4 500
Total				121 310	121 310
Main d'œuvre de mise en champs					
Défrichage	H/j	15	1 500	22 500	22 500
Location attelage labour	Attelage	6	4 000	24 000	24 000
Main d'œuvre finition casiers	H/j	20	1 500	30 000	30 000
Repiquage	H/j	25	1 500	37 500	37 500
Achat semences	Kg	2	2 500	5 000	-
Frais irrigation	Forfait	1	100 000	100 000	-
Achat engrais	Sacs	6	18 000	108 000	108 000
Achat pesticides	Forfait	1	50 000	50 000	50 000
Achat seau de récolte	seau	10	1 400	1 400	-
Achat sacs de récolte	Sacs	200	100	20 000	20 000
Main d'œuvre sarclage	H/j	20	1 500	30 000	30 000
Main d'œuvre fertilisation	H/j	4	1 500	6 000	6 000
Main d'œuvre traitement phytosanitaire	H/j	4	1 500	6 000	6 000
Main d'œuvre récolte	H/j	20	1 500	30 000	30 000
Transport	Forfait	1	80 000	80 000	80 000
TOTAL				563 000	444 000
Imprévus 10 %				68 431	
DEPENSE TOTAL				752 741	565 310
Rendement moyen : 15 T/ha ; prix de vente du kg (kg) : 100 f cfa					
Recette : 15 000 kg/h x 100 f cfa =				1 500 000	1 500 000
Bénéfice : 1 500 000 f cfa – 778 976 f cfa =				747 259	934 690

Pour une prospérité nouvelle

Centrafrique, pays meurtri et fracturé par mutinerie et rébellion est à l'arrêt depuis lors et l'arrivée de la pandémie met plus à mal l'économie..

La porosité des frontières, la transhumance et l'inconscience de certaines personnes feront toujours courir le risque de la résurgence du corona virus. L'épidémie ne paraît pas virulente compte tenu du nombre de tests effectués et de l'assouplissement des mesures, mais la vigilance doit demeurer.

La hantise des dirigeants est celle de faire un mauvais choix. Il y a lieu de cesser avec l'écart de classe dans le domaine de la santé et d'équiper les hôpitaux.

Avant le covid-19, l'économie centrafricaine n'était pas brillante; seulement la démographie va à marche forcée et il faut alors établir une équation avec l'économie. Au-delà de la couverture sanitaire, le centrafricain doit prendre conscience de ce que fut son passé économique (histoire et géographie économique) et de la nouvelle orientation économique nationale et internationale.

Quatre facteurs interpellent les gouvernants:

-La gouvernance, ce mal centrafricain va crescendo au gré des régimes; et la gestion sociale et économique de la pandémie ne peut être parfaite sans le contrôle du HCBG et des parlementaires.

-La finance: Nécessité d'appui à l'éducation financière

-Le progressisme: Changer les paradigmes

-L'industrialisation: Il y a urgence d'industrialiser et de créer des chaînes de valeur. L'aberration est que les produits les plus simples sont importés: sucre, huile, tomate, œufs, batteries, etc., alors qu'avec la miniaturisation, on peut créer les ateliers dans les fermes.

Seulement la Centrafrique est un cimetière de projets. Pas d'assurance avec l'agriculture, insuffisance de garanties, de formation et expérience insuffisante, trop de risques, dixit les banques.

Finance et industrialisation vont de paire et en cela, le Gouvernement devra créer une structure de leasing et de garantie. Les projets d'entreprises sont très divers pour un pays où tout reste à créer. Les gouvernants ne doivent pas s'en tenir au titre « relance économique », mais d'écrire le texte, poser les pierres et construire durablement, quitte même à redimensionner les périmètres ministériels; que le ministère du commerce ne se contente pas d'être un ministère d'importation et celui de l'agriculture soit aussi celui de l'industrie agro alimentaire. Quel est notre modèle économique ?

Il serait naïf de croire que les autres industrialiseront la Centrafrique à notre place.

MOSSORO TI KODRO s'inscrit dans l'urgence de la prise de conscience nationale.

Activités CIEDD – GDRNE



Jean-Jacques MATHAMALE-CIEDD

Parfait ZOGA-GDRNE

Trois ateliers de formation et de sensibilisation Un point de presse: CDN-APV/FLEGT-Covid 19

Education financière

En donnant les clés pour comprendre le fonctionnement de l'économie et en permettant à chacun de prendre des décisions financières éclairées, l'éducation financière participe également au renforcement de la stabilité financière et à la croissance de l'économie.

Les entrepreneurs ont aussi besoin de bénéficier d'un accompagnement dans leurs compétences économiques et financières au stade de la création de leur entreprise comme au stade de sa croissance.

SOMMAIRE

Activités GDRNE/CIEDD	2
Entreprises et coronavirus	3
Economie circulaire	4
Education financière: L'épargne	5
Horizon mines et coronavirus	6
Entrepreneuriat rural: culture de l'oignon	7
Entrepreneuriat rural: compte d'exploitation oignon	8

ACTIVITES GDRNE/CIEDD

L'organisation de ces ateliers fait suite à beaucoup d'interrogations sur les processus engagés que sont REDD+, CDN et le coronavirus en milieu des populations autochtones.

L'objectif global de ces ateliers est de préparer les CLPA sur leur participation à la validation de la stratégie nationale REDD+ et de les informer sur leur prochaine consultation dans le cadre de la révision des CDN et d'autres processus en lien avec la gouvernance forestière et climatique; informer et sensibiliser les CLPA sur le Covid 19 avec remise de kits d'hygiène. Partant de ces interrogations, la GDRNE a initié la proposition d'une mission d'information, de sensibilisation et de préparation des communautés locales et populations autochtones.

En cette période difficile où le monde entier vit au ralenti, FERN a sollicité et reçu un financement de la coopération britannique pour l'exécution du projet à trois dimensions.

La déforestation est le lien évident entre les trois thématiques. Elle impacte aussi sur coronavirus et les peuples autochtones.

La stratégie REDD+ de la RCA revêt une importance pour la protection de la forêt, des rucherai, la réduction des feux de brousse, l'agriculture itinérante, etc.

En date du 11 juin 2020, sous couverture de cinq médias publics et privés s'est tenu le premier atelier, ayant pour objectif global, la mise en relation de la douzaine des organisations travaillant auprès des CLPA à l'effet de partager des informations et des actions à entreprendre sur le terrain. Plusieurs interventions ont alimenté les échanges en rapport à la préparation et à l'exécution du projet.

NDAKOUZOU Guy a donné à l'assistance les explications nécessaires à la bonne compréhension du projet, rappelant les différentes étapes de la REDD+ et du CDN et ce en quoi il était important de se rapprocher à nouveau des CLPA.

Un atelier de renforcement des capacités sur le coronavirus s'est tenu le 16 juin 2020 à l'intention des organisations membres de la Plateforme GDRNE.

Pour les représentants des organisations et les missionnaires, le docteur Luc S. HEREDEÏBONA, Directeur de l'organisation des soins et de l'espace hospitalo-universitaire, Président de la Commission Prise en charge du Covid 19 a élevé le niveau de connaissances des participants, tant il est nécessaire de bien connaître la maladie pour se protéger efficacement. Vu la virulence de la maladie, son mode de transmission, ses symptômes et le comportement à adopter, cette formation permet de mieux transmettre les informations au peuple des forêts qui se soigne traditionnellement, côtoyant les animaux sans savoir que le corona se transmet également de l'animal à l'homme et ignorant de toute règle d'hygiène de circonstance. Le challenge est de les amener à comprendre et adopter de nouvelles attitudes.

Dans l'intervalle, s'est tenu le point de presse qui a permis au panel composé du Coordonnateur de la GDRNE Parfait ZOGA, celui du CIEDD, Jean-Jacques MATHAMALE et Guy NDAKOUZOU d'édifier l'impressionnante représentativité des organes des médias présents sur les différentes thématiques composantes du projet.

L'atelier du 23 juin 2020 a réuni, outre les membres des organisations, les partenaires SOMBO Valère, STP/FLEGT, KAÏNE Elysée du PNUD pour échanger sur les objectifs de la mission. Cette réunion a permis d'une part de porter des amendements aux différents textes relatifs à la mission; et de donner une idée précise aux missionnaires de leur rôle à tenir.

La mission s'effectuera avec deux équipes (1) dans les préfectures de l'Ombelle-Mpoko et de la Lobaye et (2) dans les préfectures de la Sangha-Mbaéré et de la Mambéré-Kadéï.

Le choix des préfectures et des itinéraires n'est pas faite au hasard, étant des zones forestières, abritant les peuples autochtones. L'autre particularité est l'organisation des émissions auprès des radios communautaires des localités concernées.

Une conférence de presse sera organisée pour la clôture.



Ulrich Lassida

Bruno Souroungba



G. Ndakouzou

J.J Mathamalé

P. Zoga



Dr. Luc Hérédeboïna



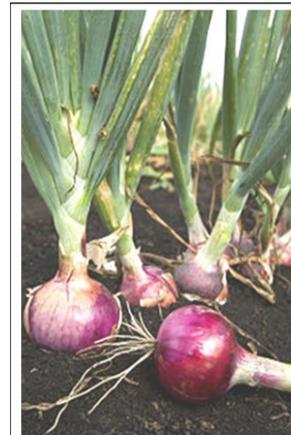
Guy Ndakouzou



Gauche: J.L Wallot

Valère Sombo

Elysée Kaïne



L'OIGNON



GENERALITES

L'oignon est une plante dont les fruits appelés bulbes se récoltent dans le sol. Il appartient à la famille des *Liliacés*, son nom scientifique est *Allium cepa*. L'oignon est principalement cultivé pour la production d'un bulbe sec destiné à la consommation humaine. Le bulbe entier est utilisé frais, dès la récolte ou après quelques mois de conservation, comme condiment et pour faire des sauces. Il est consommé cru, en salade ou cuit en mélange avec d'autres légumes.

CONDITIONS FAVORABLES DE CULTURE

L'oignon se développe bien en zone tropicale sèche de basse altitude. Il s'adapte bien au climat intermédiaire (saison des pluies: 4 à 6 mois, saison sèche: 6 à 8 mois), ce climat correspond aux zones sahéniennes.

La température optimale préférée varie entre 10° et 37°C, avec une pluviométrie moyenne comprise entre 600 et 800 mm pendant le cycle. Les pluies abondantes provoquent le pourrissement des bulbes et diminuent le rendement.

L'oignon donne de bons résultats sur les sols argilo-sableux (mélange d'argile et de sable), légers, avec une bonne capacité de rétention en eau et riche en humus. Il est préférable de choisir un terrain à proximité d'un point d'eau et avec une faible pente. Les sols sablo-limoneux bien fertilisés favorisent la précocité en plus de l'amélioration de la productivité.

ITINERAIRE TECHNIQUE

Préparation du sol

Commencer la préparation du sol environ 1 mois avant la date présumée pour la mise en place définitive. Les opérations sont les suivantes:

- Défrichage et nettoyage
- Labour.

Le semis

Il y a trois modes de semis de l'oignon

- Le semis direct
- Le semis en pépinière
- Le semis à partir des bulbilles

Eviter de cultiver l'oignon sur une parcelle qui vient de recevoir l'oignon.

Quelques variétés d'oignon

-La variété *Oignon Noflaye* donne des rendements de 40 à 50 t.

-Autres variétés: *Violet de Galmi*, *Texas Grano*, *Red Créole*, etc.

Pépinière

Les plantes qui passent par la pépinière arrivent à maturité plus tôt que celles mises en place directement.

Le séjour en pépinière est de 4 à 6 semaines.

En plus de la confection des casiers, un apport de fumier (bouse de chèvres, moutons ou bœufs) est nécessaire; et de l'engrais 20.10.10.

La quantité de bulbilles pour 1 ha est de 3 à 5 kg.

La pépinière doit être bien protégée contre les maladies.

3.4 Repiquage

Procéder au repiquage après environ 1 mois de séjour en pépinière, quand le plant atteint 10 à 15 cm.

Suivre le processus de repiquage et les écartements.

La densité des semis est de 500 à 700 000 plants/ha.

Entretien

-Irriguer une fois par semaine s'il y a un besoin d'eau

-Désherber chaque fois que cela s'avère nécessaire

-Arrêter l'irrigation ou l'arrosage 3 à 4 mois après le repiquage

Fertilisation

Il faut un apport engrais du 20.10.10 ou du 22.10.15 à raison de 200 kg à l'ha.

Protection phytosanitaire

En cas d'attaque de champignons, traiter au Maneb (une cuillerée à soupe dans un pulvérisateur de 15 litres).

En cas d'attaque de mouches et autres insectes, utiliser le Deci (100 ml dans 20 litres d'eau).

Récolte

Récolter entre 3 mois à 3 mois et demi après le repiquage, quand les feuilles jaunissent ou se courbent. Il faut arrêter l'irrigation environ 10 à 15 jours avant la récolte.

Conservation

La durée de conservation varie entre 4 à 8 mois selon les variétés. En conservation artisanale, on peut atteindre 5 à 6 mois. L'oignon se conserve dans un local sec, aéré et couches superposées.

Certains agriculteurs obtiennent 700 sacs de 100 kg pour 2,5 ha; d'autres 500 sacs de 100 kg pour 1 ha.

Centre de documentation et d'information ALTERDEG

La Voix du Paysan

L'agriculture est une vraie entreprise.

C'est un métier gratifiant et économiquement viable.

On doit promouvoir l'agriculture avec autant d'enthousiasme que les autres métiers.

La Centrafrique présente tous les éléments indispensables à la culture de l'oignon. Il est incompréhensible que le pays soit importateur de ce produit. Il est temps de faire nôtre le slogan « consommons ce que nous produisons ». Sa conservation naturelle ne nécessite par une unité de conservation ni même une unité de transformation tant la demande est élevée.

Il existe même un marché à l'exportation sur le Congo Brazzaville, voire Kinshasa.

Agriculteurs, coronavirus est insidieux.

Même dans les champs, appliquez la distanciation. Restez au minimum à un mètre l'un de l'autre. Décalez-vous l'un de l'autre. SHEOU Ousmane - Président de la CNOPCAF

INDUSTRIE MINIERE

REVOLUTION NUMERIQUE-CORONAVIRUS GESTION DURABLE ET COMMUNAUTES

Cette crise est aussi l'occasion pour les compagnies de penser à leur avenir.

A l'heure de la quatrième révolution industrielle, le secteur minier est en pleine mutation. Les mines s'automatisent, les métiers du numérique sont de plus en plus recherchés.

Claire Bargelès

Une ancienne avocate a décidé de se reconvertir dans le monde de la mine. Cette femme de 32 ans travaille pour le Fonds sud-africain qu'elle a créé pour financer des jeunes qui veulent se lancer dans le domaine minier. *On aura toujours besoin de beaucoup de minerais dans le monde comme intrants et je pense que c'est un secteur du futur, qui va beaucoup se transformer. Le fait que l'on ait pu visualiser l'intérieur de la mine sous sa tablette, que l'on puisse gérer certaines opérations grâce à un drone, c'est vraiment excitant pour l'industrie.*

Pourtant beaucoup de jeunes n'ont pas forcément en tête à quoi ressemble le métier de mineur aujourd'hui.

Une start-up de Johannesburg propose une immersion dans la mine du futur.

Ce que la plupart des jeunes connaissent de la mine viennent de leurs parents ou leurs proches pour qui le métier est toujours très manuel et difficile physiquement. On veut montrer aux jeunes que désormais, on a besoin de nouvelles compétences numériques et nous essayons de les intéresser au secteur grâce à cette approche.

La révolution numérique a déjà commencé à transformer le métier et permet notamment d'ouvrir plus de portes aux femmes, et pour se saisir de ces opportunités, encore faut-il que les jeunes du continent soient correctement formés: *Il faut réfléchir davantage aux compétences dont va avoir besoin cette génération et c'est aussi l'occasion d'instaurer une meilleure collaboration entre les universités et les industriels pour que l'on progresse tous à la même vitesse.*

Un jeune de la RDC, Olivier, étudiant en génie civil, est en Afrique du Sud pour acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine des mines: *Je suis vraiment attiré par le secteur qui est pourvoyeur d'emplois. Dans la région dont je viens mon projet consiste à intégrer les stratégies de développement durable dans l'exploitation minière.*

La jeune génération se soucie davantage des questions de gestion durable des ressources et d'intégration des communautés. Ce sera aux entreprises de les convaincre de leurs volontés de s'améliorer sur ce sujet.

Industrie du diamant

Le géant du secteur De Beers cherche à relancer les ventes ailleurs que dans la capitale du Botswana qui vient de se reconfiner.

Les sessions de présentation de diamants aux clients internationaux ont été annulé en avril et mai à Gaborone et elles ne sont pas prêtes de redémarrer. Les autorités du Botswana ont maintenu les frontières fermées et viennent d'imposer un nouveau confinement stricte à la population de la capitale après l'apparition de nouveaux cas importé du Covid 19.

Une quinzaine d'années près avoir installé la commercialisation de ses pierres brutes au Botswana, De Beers cherche des alternatives pour relancer ses dix ventes annuelles au plus vite, quitte à rapprocher ses produits de ses principaux clients en Belgique et en Inde.

En Inde où l'activité de la taille du diamant est loin de repartir. Dans la ville des Saurhatoù se taille 90 % des diamants du monde entier les ateliers sont quasiment vides malgré le déconfinement décidé par les autorités et pour cause, les employés sont repartis dans leurs régions d'origine et ce sont eux plus

La certification des pierres s'est arrêtée à Anvers en Belgique, de même que le polissage.

De même le commerce du diamant à Tel-Aviv en Israël.

Depuis le mois de mars toute la filière est paralysée. Les mines ont fonctionné au ralenti en Afrique australe.

La Russie diminue la voilure dans sa mine géante de Lomonosov.

La production mondiale de pierre brute pourrait chuter de 16 % en cette année. Une offre restreinte qui ne fait pas grimper les prix de gros. Ils devraient chuter de 10 % cette année selon Gen Dax.

Les bijoutiers ayant fermé boutique dans les pays confinés.

Le rebond de la consommation en Chine sera-t-il suivi ailleurs et en particulier aux Etats-Unis où ont lieu la moitié des ventes; on peut en douter avec l'impact du coronavirus sur l'économie mondiale.

Le géant français du luxe LVMH a encore quelques semaines pour renégocier le prix de rachat de l'américain Tiffany, car la demande de diamant devrait chuter de 25 % cette année selon Gen Dax. L'industrie opère à virage accéléré vers le numérique pour sortir des modèles traditionnels des boutiques où se font encore 90 % des ventes. Claire Fage

RD Congo: Confinement depuis trois mois sur les lieux de travail. Les mineurs dans le Katanga et les provinces du Luolaba ne pouvant plus supporter le confinement s'étaient mis en grève pour protester de leur situation. Cette longue séparation a modifié le comportement chez les enfants et provoqué des divorces dans les ménages. Auront-ils seulement une prise en charge psycho-social.



Chantier artisanal de diamants à Boda

Hebdomadaire Mossoro ti Kodro
Editeur : Association pour les Alternatives du Développement Global—ALTERDEG
Email: asso.alterdeg@gmail.com

REDACTION

Directeur de publication

Jean-Louis Wallot

Rédacteur en Chef

Mike Valérie Nanga - Revercha

Rédacteurs

Mike Valérie Nanga -75 55 65 65

Rodrigue Yabo - 75 80 41 42

Jean-Louis Wallot – 75 04 55 04

Murielle Bounguele – 75 81 47 49

Infographie: Rodrigue Yabo

Impression : Dauphin Royal

CORONAVIRUS EN AFRIQUE

Institutions et entreprises

BENIN: Le Président Patrice TALON a débloqué 74 milliards de cfa, pour aider les entreprises, les artisans, les personnes très pauvres à passer le cap difficile de cette épidémie, Covid-19.

Le Bénin tablait sur une croissance de 7.6; ce sera 3.5 selon des prévisions réajustées. Plusieurs secteurs ont été touché et le gouvernement a débloqué 74 milliards de cfa pour protéger ménages, entreprises, salariés et artisans.

Il ne s'agit pas de milliards magiques. Ils sortent des casses de l'Etat, selon le ministre des finances qui ajoute que c'est le fait de l'assainissement des finances publiques.

Une bonne partie de l'enveloppe est au profit des entreprises, 70 % des salaires bruts payés par les employeurs ces trois derniers mois seront remboursés. L'Etat rembourse aussi trois mois de loyers commerciaux aux agences de voyages et hôtels et leur règle trois mois de consommation d'électricité.

Le plan prévoit subventionner la hausse des tarifs d'électricité pour tous les ménages abonnés.

55 000 artisans recensés vont toucher du cash pour compenser trois mois de manque à gagner, exonération de vignettes de voitures pour les sociétés de transport de personnes et puis il y a cette ligne de crédits pour les entreprises, c'est la mesure phare de Romuald Bataillé, ministre des finances: Jusqu'au tour de 100 milliards de cfa, les entreprises, les banques de micro finance demander les crédits qui seront étudiés et accordés à un taux de 0 %.

Cette mesure répond aux préoccupations des banquiers, des exportateurs; ces derniers, faute d'activités avaient des échéances de crédits en retard.

Le 2^{ème} Vice-Président du Patronat est ravi.

Le Patronat accueille avec satisfecit l'ensemble des mesures, c'est autant de choses que le secteur privé espérait

Trois ans au moins, l'Etat trouve la solution pour les crédits bancaires.

Le ministre du Plan pense déjà à l'après Covid 19. Après la pandémie, il faut que le Bénin continue de vivre; il faut que les béninois continuent de vivre et il faut l'action du Gouvernement ait l'effet désiré.

Les mesures sont applicables tout de suite, selon le Gouvernement. Les bénéficiaires ciblés attendent les premiers chèques ou les premiers virements.

Zimbabwe: Le ministre de la santé est en état d'arrestation pour détournement de 2 millions de dollars en liens avec l'achat d'équipements destinés au Covid 19.

Togo: La situation n'est pas dramatique, mais beaucoup appellent à une transformation de l'économie togolaise.

Au marché comme dans les entreprises rien ne marche en ce temps de crise sanitaire. Selon une étude commandée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo en mai dernier, les entreprises togolaises ont été durement impacté lors de la pandémie au coronavirus.

Le Président de la Chambre du commerce: *Les entreprises ont diversement constaté la baisse de leurs chiffres d'affaires selon leurs secteurs d'activité.*

Il se pose aux entreprises d'une part la diminution des ventes et les difficultés d'approvisionnement et d'autre part, l'accès au financement. Le secteur informel qui le plus souvent prend des petits crédits auprès des institutions de micro finance n'est pas du reste. La situation en début de la crise en mars a occasionné une baisse des dépôts de la micro finance, des retraits massifs et les demandes de crédits ont chuté jusqu'à 40 % Pendant ce temps les remboursements ne suivaient plus. Les institutions de micro finance font face aux problèmes. Un avis de la BCEAO selon le directeur de l'association professionnelle des systèmes financiers décentralisés du Togo est venu renforcer un certain nombre d'institutions de micro finance: *Les ressources, l'Etat*

en a promis en accord avec la banque centrale pour que les institutions puissent s'approvisionner à travers les banques à la banque centrale. Globalement ça va, mais si la situation se poursuit, un certain nombres d'institutions auront des difficultés.

Entreprises en difficultés, micro finance en manque de liquidités, il faut se réorganiser. Il est claire que le virus ne disparaîtra pas de sitôt estime Rekia Madougou, conseiller spécial du Président du Togo. *Les entreprises doivent réadapter leurs méthodes et respecter désormais un certains nombres de règles: Ces méthodes sont dans l'ordre du digital, et peuvent être dans l'ordre d'une nouvelle façon de vendre ses produits et services, à savoir aller vers le client et dans certaines conditions de respect de l'hygiène, de respect de la distanciation nécessaire.*

Ce sera seulement à ce prix que la crise sanitaire conjuguée à son effet de crise économique n'entraînera pas une crise humanitaire. Peter Sassou Dogbé-RFI

Congo Brazzaville: Déjà impacté par la chute drastique des cours du pétrole, l'économie congolaise a pris davantage un coup avec la crise sanitaire. Le secteur informel est resté confiné pendant de longues semaines. Faute d'impôts, les recettes de l'Etat ont baissé. La vie économique du Congo repose sur le secteur informel et quand le secteur informel est impacté cela est un grand manque à gagner, non seulement pour nous, mais aussi pour l'Etat à travers ses différents démembrements administratifs; parce que nous payons les impôts, la sécurité sociale, les taxes de la mairie et sur le plan global, tout cela impacte sur le niveau des recettes et l'Etat.

Les grandes entreprises ressentent le choc et pour refaire leur santé, elles se doivent d'emprunter auprès des banques locales qui a en croire le Directeur national de la BEAC: *Je tiens à rassurer l'opinion national sur le fait qu'il n'y a pas un problème de liquidité aujourd'hui, les banques se portent bien malgré la crise et toutes les mesures qui sont prises vont dans le sens de pouvoir permettre aux banques de continuer à financer l'économie.*

Mais pour prêter, les établissements bancaires ont besoin d'une garantie de la part de l'Etat. Le ministre délégué au budget a fixé le montant de la garantie des prêts: *A ce jour, le mécanisme prévoit 25 milliards cfa de garantie que l'Etat peut apporter pour que les entreprises puissent se présenter auprès des banques pour lever des fonds. Nous travaillons avec les banques afin qu'on refinance l'économie et redémarrer la croissance.*

Il faut que nous travaillons sérieusement à générer de la liquidité, à payer nos impôts pour soutenir l'action publique. Nous travaillons à accompagner les entreprises, mais aussi leur demander de respecter leurs obligations et être des entreprises citoyennes qui paient leurs impôts. L'Etat ne peut compter sur ses propres ressources parce que tous les donateurs sont en difficultés selon le ministre.

Loïssia Martial-RFI

Centrafrique: La crise que traverse la Centrafrique interroge sur son mode de fonctionnement. Considérons les fonds du Covid 19 comme un Plan Marshall. Le changement doit tout autant apparaître dans les structures sanitaires que dans l'orientation d'un autre modèle économique.

Traduit dans les faits, il permettra aux banques de financer les entreprises et la micro finance; financer les projets pour élargir la gamme des entreprises et l'assiette des impôts.

Pays enclavé, la douane devrait appliquer des règles de crise aux frontières pour ne pas appauvrir davantage la population.

La gouvernance économique et financière nationale est riche en textes, mais qu'en est-il réellement dans l'application, l'accompagnement, la facilitation et les recommandations de la société civile ?

*Respectez et appliquez les mesures barrières
Ne prenez pas de médicaments sans avis médical*

ECONOMIE CIRCULAIRE



Murielle Diaco
Fondatrice de la Plateforme

Lancée en 2016, la plateforme Djouman fait converger les start-up africaines et les investisseurs qui souhaitent travailler ensemble sur des projets de développement durable et d'innovation en Afrique.

Vous faites partie du Réseau africain d'économie circulaire. Selon vous, le développement vers un futur plus durable se fait-il au bon rythme ?

L'économie circulaire a toujours été présente en Afrique. De nombreuses pratiques sont ancrées dans les sociétés africaines, telles que la sobriété d'utilisation des matières premières, la réutilisation des produits, ou les tontines qui font partie de l'économie participative (un système tourné vers la mutualisation et le partage des connaissances et des services, NDLR). Aujourd'hui, on se met à l'économie consumériste, à la production et à la consommation de masse, avec énormément de pression sur les populations africaines et leurs dirigeants pour que l'Afrique consomme plus et de manière linéaire. La difficulté est de présenter d'autres modèles de développement plus inclusifs, plus soutenable. Nous expliquons qu'il s'agit de puiser dans ce que nous savions faire.

Quels exemples de potentiels prometteurs liés à l'agriculture ou l'agrobusiness ?

On voit émerger beaucoup de projets dans la permaculture ou l'agro écologie. On repart donc sur une imitation des agrosystèmes, au lieu de modèles de monoculture.

Au Bénin, les jardins de l'Espoir, un incubateur de projets agricoles avec des fermes pédagogiques et de production, ont développé un compost à base de résidus de riz appelé Bokashi.

En Afrique du sud, il existe des initiatives pour assurer la sécurité alimentaire dans les bidonvilles où les populations cultivent leurs propres produits.

L'objectif étant ici d'autonomiser ces populations.

Qu'est ce qui vous a inspiré à lancer Djouman et comment voyez-vous le futur de votre entreprise ?

Ma principale motivation était d'aider à autonomiser les Africains. Il y a énormément de projets qui vont dans le sens de créer plus de développement durable en Afrique, mais ses projets sont rapidement limités parce qu'ils manquent de connexion avec des réseaux globaux, de financement de compétences. L'idée, avec Djouman, est d'apporter tout cela à des acteurs qui font déjà des choses intéressantes sur le terrain, pour que ces acteurs africains puissent échanger entre eux et se nourrir les uns des autres pour avoir davantage d'impacts.

Concernant notre vision du futur, nous avons fait le choix de nous engager dans des projets de formation des jeunes. Nous voulons donner à ces générations les clés pour créer leurs propres activités génératrices de revenus à travers l'entrepreneuriat et mener des actions qui forgeront un futur plus viable pour tout le monde.

Les consommateurs commencent à donner plus d'importance à l'éthique, ce qui oblige l'agrobusiness à être plus durable et à utiliser les ressources de manière plus efficace, mais comment les décideurs politiques peuvent-ils soutenir cette dynamique ?

Les décideurs politiques ont conscience que nous ne pouvons

plus nous permettre d'épuiser toutes les ressources, de faire de l'agriculture hyper intensive ...

Le passage est plus lent à se mettre en place.

L'idée pour nous est donc de les inciter à fixer des cadres réglementaires qui poussent les industriels à prendre davantage en compte leurs impacts et leurs responsabilités.

Il faut s'appuyer sur les acteurs de la société civile pour être force de proposition et amener les décideurs politiques à imposer des cadres contraignants.

Sans contrainte, il ne se passe rien.

Aussi, il faut mettre en lumière les initiatives, responsables, positives, durables et qui fonctionnent bien.

Il faut créer un dialogue entre toutes les parties prenantes—secteurs privé et public, associations— pour trouver des solutions transitoires vers un développement durable.

Vincent Defait



Paul Winters, vice-président adjoint au FIDA

« Les jeunes doivent participer aux débats sur le développement rural »

Dans son rapport sur le développement rural de 2019, le FIDA s'intéresse à la création d'opportunités pour la jeunesse rurale. Quels sont les facteurs clés de succès ?

Trois facteurs sont fondamentaux pour le développement des jeunes ruraux: la productivité, la connectivité et la maîtrise de son destin, c'est-à-dire, l'autonomie.

Du point de vue de la productivité, la formation initiale se concentre plutôt sur des compétences cognitives. Les jeunes possèdent moins de compétences non cognitives—comme le leadership ou la capacité de travailler en équipe et en réseau—alors qu'elles sont très importantes pour la productivité. Etre connecté est également fondamental, grâce à des infrastructures traditionnelles comme les routes, ou numériques via des téléphones portables. Il s'agit toujours d'accéder aux marchés et à l'information. Il est par ailleurs évident que vous devez avoir le sens de l'autonomie pour tirer profit des compétences en productivité et des connexions dont vous disposez.

Certains pays sont plus avancés que d'autres sur la voie de la transformation. Comment les autres peuvent-ils combler leur retard ?

De nombreux pays n'investissent que dans les villes, ce qui incite à migrer. Dans les zones rurales, il faut créer des opportunités et l'agriculture peut vraiment être inclusive. Il est possible d'investir en agriculture pour qu'elle soit durable et qu'elle permette aux petits producteurs de participer.

La majorité des jeunes de l'Afrique subsaharienne vivront de l'agriculture. La question est de savoir s'ils devront pratiquer la même agriculture de subsistance, physiquement épuisante que leurs parents ou qu'ils bénéficieront d'un environnement plus dynamique grâce à des investissements pertinents qui permettront à l'agriculture d'être le moteur du changement dans les zones rurales en créant des opportunités dans et hors des fermes.

Les jeunes peuvent être de très bons entrepreneurs en agriculture. Ils sont très au courant des technologies et savent comment vendre des produits. Au lieu de seulement produire, ils peuvent aussi acheter les produits des autres agriculteurs de leur communauté, les transformer et les vendre, générant ainsi leurs propres revenus, mais aussi ceux d'autres jeunes.

Nous devons identifier les opportunités dans tout le système alimentaire, pas uniquement au stade de la production agricole.

L'épargne

L'épargne tarde à décoller, Comment y remédier ?

L'épargne est un moyen de se projeter dans l'avenir, de se donner les moyens de gérer des risques, de créer et donc de générer voire d'accroître des revenus

L'accès à un service d'épargne joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté. Cela peut sembler étonnant que des personnes en situation de faiblesse économique, voire d'extrême pauvreté, puissent être capables d'épargner, mais le fait est que même les plus démunis économisent pour des événements futurs prévus ou non prévus.

La demande en termes d'assurance et de moyens sécurisés pour épargner est forte aussi bien parmi cette population, qu'au sein de populations plus aisées.

Toutefois, les statistiques de la Banque mondiale montrent qu'un faible nombre d'adultes disposent d'une épargne auprès d'une institution financière, ce niveau étant bien inférieur à celui qu'affichent d'autres pays africains.

En outre, la mobilisation de l'épargne représente pour les institutions financières un moyen d'accroître leur capacité d'offrir des services financiers dans des proportions plus importantes, à une population plus large, et à des coûts moins élevés pour les bénéficiaires de ces services. Ceci est particulièrement important pour les institutions de micro finance (IMF), qui s'adressent aux populations exclues du système bancaire.

A l'échelle du globe, les dépôts ont représenté selon le rapport Convergence 2016 la principale source de financement des IMF dans le monde (57 %), suivis par les crédits (23 %) et les capitaux propres (20 %), les IMF africaines bénéficiant de la plus grande couverture des actifs par les dépôts (71 %) grâce notamment au rôle des coopératives dans la mobilisation de l'épargne locale.

85 % des IMF dans les régions d'Afrique, d'Asie de l'est et du Pacifique offrent au moins un service de dépôt à leurs clients.

Il serait donc opportun de permettre aux associations de microcrédit de se transformer en institutions de micro finance autorisées à offrir des services d'épargne.

Celles-ci pourront alors s'engager dans des stratégies de mobilisation de l'épargne, qui devront s'appuyer notamment sur une multitude de canaux dont le téléphone mobile et d'autres outils digitaux. Les banques pourraient aussi faire usage de ces technologies

pour capter des ressources à moindre frais et élargir l'offre d'épargne «low-income banking» au bénéfice des clients ayant de faibles revenus.

Des insuffisances ?

Quatre, entre autres.

Tout d'abord, le taux de bancarisation, qui peut encore être amélioré, ne traduit pas à lui seul le niveau d'accès aux services financiers de la population, et ne renseigne donc que de manière très incertaine et erronée sur le niveau d'inclusion financière que connaît le pays. Des détenteurs de comptes bancaires ne réalisent au cours d'une année quasiment aucune autre transaction que quelques très rares retraits – et ne réalisent dans certains cas aucune transaction (les comptes dormants). Les détenteurs de ces comptes n'accèdent donc pas à la diversité des services financiers qui pourraient les aider à accroître leurs revenus et améliorer leur intégration au tissu socioéconomique.

Deuxièmement, les très petites entreprises (TPE) qui représentent en termes de nombre d'entreprises l'écrasante majorité du tissu économique, ne sont aujourd'hui servies ni par les banques (ou sociétés de financement, de leasing, d'assurances), car trop petites et jugées trop risquées par cette catégorie d'institutions financières, ni par les associations de microcrédit, car trop grandes par rapport à leur cible traditionnelle de micro-entrepreneurs.

En troisième lieu, les petites et moyennes entreprises (PME) sont encore très insuffisamment servies par les banques – et malgré les mesures et les campagnes de communication menées par ces dernières et par les pouvoirs publics, en raison d'un déficit de réelle stratégie PME au sein de ces établissements, et d'un manque de collecte et d'utilisation par ces banques de données pertinentes ainsi que d'outils d'analyse permettant une fine appréciation du risque de contrepartie que représente chacune de ces entreprises.

Les services d'épargne enfin sont toujours inaccessibles à une frange trop importante de la population, de tels services étant pourtant vitaux pour lisser les flux financiers irréguliers et imprévisibles que connaissent les catégories sociales les plus fragiles de la société.

Sofia Crédit, CMCA, Crédit Populaire, Zo Bel

Epargner doit être une religion